ASSEMBLÉE NATIONALE

9 octobre 2017

RESTAURATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE - (N° 150)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 54

présenté par

M. Chassaigne, M. Azerot, Mme Bello, M. Brotherson, M. Bruneel, Mme Buffet, M. Dharréville,
M. Dufrègne, Mme Faucillon, M. Jumel, M. Lecoq, M. Nilor, M. Peu, M. Fabien Roussel,
M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 5, insérer l'article suivant:**Chapitre III *bis*

Assurer la transparence sur l'origine de l'ensemble des produits agricoles et alimentaires

Article ...

À la fin du second alinéa de l'article L. 412-4 du code de la consommation, les mots : « après que la Commission européenne a déclaré compatible avec le droit de l'Union européenne l'obligation prévue au présent article » sont supprimés.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les auteurs de cet amendement souhaitent que l'obligation d'indication d'origine pour tous les produits agricoles et alimentaires à l'état brut ou transformé, prévue par l'article L. 412-4 du code de la consommation, ne soit plus soumise aux arbitrages de la Commission européenne, toujours hostile à la transparence dans ce domaine pour les consommateurs comme pour les agriculteurs.

Cette obligation constitue pourtant pour les producteurs français comme européens un moyen d'être assurés de l'indication d'origine de leurs productions et de leur parcours tout au long des circuits de transformation et de commercialisation.

De plus, alors que de lourdes menaces planent sur l'ouverture des marchés agricoles européens et français aux importations avec la négociation de traités de libre-échange particulièrement offensifs,

au niveau agricole, il s'agit également d'une disposition de transparence sur la qualité sanitaire et environnementale et sur les conditions sociales de production, tout comme d'un levier intéressant pour la valorisation des filières nationales et européennes.